

Clow, Brian

De : Surkes, Marci
Envoyé : Le jeudi 13 août 2020 08:53
À : Chin, Ben
Cc : Telford, Katie; Ahmad, Cameron; Thalmann, Brett; Broadhurst, Jeremy; Clow, Brian
Objet : Système d'alerte à la pandémie?

Il semble que Sabina n'était pas au courant non plus; elle sera informée à 10 h et fera ensuite le point pour nous. MS

Le 13 août 2020, à 08 h 03, Chin, Ben <>Ben.Chin@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Ce que j'aimerais mieux comprendre, c'est si toutes les décisions à ce sujet relèvent de l'Agence de la santé publique du Canada. Je crois comprendre qu'il n'y a pas eu de réduction du financement.

Envoyé de mon iPhone

Le 13 août 2020, à 07 h 59, Surkes, Marci <>Marci.Surkes@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

J'ai demandé à Rick de creuser – aucun d'entre nous n'avait été prévenu.

MS

Le 13 août 2020, à 07 h 15, Telford, Katie
<Katie.Telford@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Page de couverture du Globe and Mail Comment allons-nous répondre à cela?

Publié : 13-08-2020
Reçu : 13-08-2020 04 h 23 (HAE)

The Globe and Mail (Ontario)
News I AI, nombre de mots : 1 189

Rétablissement du système d'alerte à la pandémie

Ottawa rétablit le réseau chargé d'émettre des avertissements au sujet d'éclosions potentielles de maladies après 440 jours de silence

Présenté par : Grant Robertson

Plus d'un an après avoir été mis hors service par le gouvernement fédéral, la surveillance internationale du Canada en cas de pandémie et le système d'alerte ont repris vie.

À la fin de la semaine dernière, malgré l'absence de déclaration officielle du gouvernement, le Réseau mondial d'information en santé publique (RMISP) a commencé à émettre des alertes sur des éclosions de maladies pour la première fois depuis le 24 mai 2019, date à laquelle il avait été mis hors service.

Ce changement fait suite à une enquête menée par le Globe and Mail il y a un peu plus de deux semaines, qui a fait état du système RMISP, qui avait été louangé dans le monde entier pour sa capacité de détecter les éclosions potentiellement dangereuses dès les premières étapes – et de fournir des renseignements continus aux décideurs – et qui avait effectivement été mis sur les tablettes dans le contexte de l'évolution des priorités gouvernementales.

L'Unité hautement spécialisée, composée de médecins et d'épidémiologistes qui parcourent les nouvelles mondiales, les rapports en ligne sur les symptômes, les données officielles sur la santé et de nombreuses autres sources de renseignements pour détecter et suivre les menaces d'éclosion à mesure qu'elles se développent, a été qualifiée de pierre angulaire de la capacité d'intervention du Canada en cas de pandémie. Face à la moins grande réticence des gouvernements à divulguer les éclosions, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est également appuyée sur le RMISP pour 20 % de ses « renseignements épidémiologiques », selon des documents fédéraux.

Mais à la fin de 2018, il a été dit aux analystes de se concentrer sur les projets jugés plus importants et plus conformes aux priorités du gouvernement. Comme il n'y avait pas de menace mondiale de pandémie de mémoire récente, le gouvernement a transféré le RMISP à des missions nationales, comme le suivi des effets du vapotage sur la santé au Canada.

Cela a considérablement réduit le travail de surveillance internationale de l'Unité, soulevant ainsi des questions quant à savoir si le système a échoué au moment où on en avait le plus besoin.

Le 24 mai de l'année dernière, le RMISP a émis sa dernière alerte – au sujet d'une étrange éclosion en Ouganda qui a tué deux personnes – et est resté silencieux depuis. Une grande partie de son travail de surveillance – qui est le principal avantage de l'opération – s'est aussi arrêtée. Lorsque l'éclosion de COVID-19 a commencé, le gouvernement s'est plutôt fié principalement aux divulgations officielles du gouvernement chinois et aux données de l'OMS pour déterminer l'ampleur de la menace.

Toutefois, jeudi soir dernier, le RMISP a émis sa première alerte d'éclosion en 440 jours, indiquant que certaines de ses capacités de renseignements épidémiologiques sont maintenant rétablies par le gouvernement.

Le Globe and Mail a obtenu une copie de l'alerte, qui met en garde contre une maladie potentiellement mortelle transmise par les tiques en Chine, et qui montre des signes de transmission entre humains.

Le RMISP est un système conçu pour signaler les urgences dans les systèmes de santé publique, puisque l'alerte entraîne une surveillance indépendante continue de la menace par le Canada et 85 autres pays qui comptent sur le réseau. « La principale valeur des alertes du RMISP n'est pas de s'assurer que les professionnels de la santé publique savent simplement que certains événements se sont produits... mais de savoir quels événements méritent un examen plus approfondi », a déclaré Natalie Mohamed, porte-parole de l'ASPC, dans une déclaration mercredi.

Avant qu'il soit mis hors service l'an dernier, le RMISP a envoyé plus de 1 500 avertissements de ce genre dans le monde au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à inciter les responsables de la santé publique et l'OMS à agir lorsque cela était nécessaire.

Un employé de la santé publique, qui n'a pas été nommé parce qu'il craint des représailles pour avoir dénoncé la situation, a dit que le personnel a été soulagé lorsque le système de surveillance et d'alerte a soudainement redémarré.

« J'ai failli pleurer quand la nouvelle alerte est sortie. Cela m'a beaucoup ému, a déclaré l'employé du RMISP. Aucun d'entre nous ne traite cela comme un simple travail. Nous sommes tous liés émotionnellement à ce travail. On le fait parce qu'on pense que quelqu'un va voir une alerte et que cela changera le comportement [des décideurs]. C'est ce à quoi servent les alertes. Elles sont censées changer un comportement pour que les gens en soient conscients et puissent régler un problème de santé avant qu'il ne s'aggrave trop. »

La décision de redémarrer le système a été prise le jour même où le Globe and Mail rapportait que le vérificateur général avait l'intention d'enquêter sur la façon dont le gouvernement a géré le RMISP, qui a été utilisé lors d'éclotions antérieures comme celle de la grippe H1N1.

Bien qu'il soit difficile de savoir quelles répercussions le RMISP aurait pu avoir sur la pandémie de COVID-19 à ses débuts, si le système avait fonctionné correctement, l'employé de la santé publique a dit que l'Unité est conçue non seulement pour sonner l'alarme le plus tôt possible quand survient un problème, mais aussi au fur et à mesure qu'il s'aggrave, afin que les gouvernements puissent reconnaître la menace et accélérer leur réponse, notamment en intensifiant les mesures dans les aéroports, en fermant les frontières, en imposant la distanciation physique, en exigeant le port du masque ou en mettant en place d'autres mesures.

« L'effet cumulatif de toutes les alertes du RMISP pendant la pandémie aurait pu modifier les réponses de quelques pays », a affirmé un employé de l'ASPC.

L'enquête du Globe and Mail a révélé en détail la manière dont les scientifiques de l'ASPC ont été privés de leur capacité de mener des activités de surveillance et d'émettre des alertes de façon indépendante. À partir de la fin de 2018, le Ministère s'est lassé du mandat international du RMISP et a commencé à exiger que toutes les alertes soient approuvées par la haute direction. Cela a entraîné des retards et, dans bien des cas, a tout simplement mis fin à l'alerte. Il a également étouffé une grande partie des fonctions de surveillance internationale du RMISP, puisqu'il n'y avait plus d'incitation à recueillir des renseignements.

Les médecins et les épidémiologistes de l'ASPC ont déclaré qu'ils n'avaient plus l'impression qu'on les écoutait, et ils se sont inquiétés du fait que certains de leurs avertissements les plus urgents au début de l'éclotion de COVID-19 n'avaient pas été transmis le plus rapidement possible aux hauts fonctionnaires de la chaîne de commandement.

Toutefois, le système ne fonctionne pas encore à sa capacité antérieure.

L'alerte envoyée jeudi, qui avertissait les médecins et les gouvernements du monde entier de surveiller les signes de propagation entre humains d'un nouveau bunyavirus transmis par les tiques, a pris près de 20 heures avant d'être approuvée par la direction. Avant la mise en place du système d'approbation, le RMISP a été créé de façon à émettre des alertes en aussi peu que 15 minutes.

Le gouvernement a hésité à discuter publiquement du RMISP, et a parfois fourni des renseignements contradictoires sur son état. Cet été, lorsque le Globe and Mail a demandé pourquoi le système de surveillance et d'alerte en cas de pandémie du gouvernement avait été mis hors service, une porte-parole de l'ASPC a répondu dans un communiqué que « le RMISP n'avait pas cessé d'émettre des alertes ». Ce n'est que lorsque le Globe and Mail a informé le gouvernement qu'il avait obtenu des dossiers remontant à 10 ans qui indiquaient que le système avait émis plus de 1 500 alertes depuis 2009 puis s'était soudainement arrêté le 24 mai de l'année dernière, que le gouvernement a reconnu le changement. Les alertes n'avaient pas cessé, l'ASPC a laissé entendre qu'on n'en diffusait plus tout simplement. Il fallait maintenant obtenir l'approbation de la haute direction.

Cette semaine, l'ASPC a déclaré au Globe and Mail que les capacités du RMISP, plutôt que d'être réduites, comme les scientifiques du Ministère l'avaient signalé, avaient plutôt été « améliorées ». On a donné comme exemple l'établissement d'un partenariat récent avec le Conseil national de recherches (CNRC) visant à mettre à niveau sa technologie.

Toutefois, cette semaine, le Globe and Mail a obtenu un document interne du gouvernement montrant que le projet avec le CNRC avait été en grande partie considéré comme un échec au sein du Ministère, et que la plupart de ses objectifs n'avaient pas été atteints, malgré les 2 millions de dollars versés.

Le travail du RMISP avait été louangé par d'autres pays. Dans un des cas, les analystes canadiens qui ont étudié des éléments de renseignement provenant de l'étranger ont alerté les gouvernements d'Afrique de l'Ouest de l'existence de flambées d'Ebola que les responsables de ces pays avaient manquées. Malgré un budget de 2,8 millions de dollars, ce qui était relativement petit pour l'ASPC, ses activités étaient constamment menacées de compressions, d'autant plus que le gouvernement se lassait de l'orientation internationale du RMISP.

Envoyé de mon iPhone